

Chapitre B (II) AUTRES LOGIQUES D'ORGANISATION DE L'ESPACE MONDIAL

I. UN DEVELOPPEMENT INEGAL

La "mondialisation libérale" est-elle responsable du développement inégal ?

A. Le contexte : un nouveau Monde

Quatre faits majeurs nouveaux contribuent à définir le Monde actuel:

1. L'augmentation rapide de la population mondiale:

3,9 milliards en 1972 (première conférence mondiale sur l'état de l'environnement et du développement) à 6,3 milliards en 2003.

2. La fin de la bipolarisation du monde

La **chute du communisme** qui a mis fin à la représentation d'un Monde clivé entre **pays capitalistes** et **pays communistes**, une division qui a gouverné le Monde pendant la plus grande partie du XXe siècle.

3. La prise de conscience d'un environnement planétaire

Cet environnement est envisagé comme bien commun de tous les habitants de la Terre.

B. Un mouvement contradictoire au niveau mondial

La connaissance du Monde actuel nous livre des informations très contradictoires :

1. une amélioration de l'état moyen général des populations à l'échelle mondiale

Depuis trois décennies, on observe une amélioration de l'état moyen général des populations à l'échelle mondiale: **le Monde n'a jamais autant compté de populations à haut niveau de vie**, bénéficiant d'une aussi longue espérance de vie, de formations supérieures, d'accès au confort, à la mobilité, etc. Ces populations vivent **principalement dans les pays riches**, mais les pays en développement comptent désormais, à côté des minorités très privilégiées, des classes moyennes.

2. Parallèlement, le Monde n'a jamais compté autant de populations pauvres:

Un cinquième de la population mondiale (1,2 milliard de personnes) vit avec moins de 1 dollar par jour. Si on prend le seuil de 2 dollars par jour ce sont 2,8 milliards de pauvres que compte le Monde. Ces populations vivent **essentiellement dans les pays en développement, les trois-quarts en milieu rural** et la majorité sont des femmes. Mais la pauvreté ne se limite pas aux pays en développement : plus de 130 millions de personnes des pays de **l'OCDE** sont considérées comme pauvres.

3. Une augmentation des inégalités

Par conséquent, on a assisté à la fois à une **amélioration du sort de beaucoup** et à une **augmentation des inégalités**, à toutes les échelles [doc.4].

C. La contestation de la «mondialisation libérale»

1. La contestation du mouvement «altermondialiste»

Le mouvement **«altermondialiste»** puise son unité dans la **contestation du fonctionnement de la mondialisation dite «libérale»**, c'est-à-dire gouvernée par les mécanismes de l'économie de marché en général et, plus particulièrement par l'abaissement des droits de douane - orchestré par l'OMC - facilitant les échanges internationaux.

La plupart des «altermondialistes» établissent **un lien de cause à effet entre ces deux mouvements: le développement du commerce international** assurerait le triomphe des économies déjà dominantes **et la marginalisation des régions et pays les plus fragiles.**

2. L'insertion dans l'économie internationale des pays pauvres source de développement

Pourtant, beaucoup de pays pauvres ont profité de leur insertion dans l'économie internationale pour se développer (**Asie du Sud-Est** ; les pays en développement qui, naguère exportaient principalement des matières premières, sont devenus des **exportateurs de produits industriels** (20% en 1970 et 60% en 1990).

Par ailleurs, **l'accroissement, indéniable, des inégalités socio-économiques** serait **sans lien direct avec le développement du commerce international**, mais obéirait à d'autres mécanismes plus complexes : le capitalisme contemporain exploite et multiplie différences et inégalités à toutes les échelles et, en premier lieu, à celle des groupes sociaux dans chaque État.

II. LE "DEVELOPPEMENT DURABLE"

Comment conjuguer développement, justice et environnement ?

La nécessité de prendre en compte la qualité de l'environnement, du local au mondial, constitue une autre raison de contester le fonctionnement d'un capitalisme sans frontière, qui gaspille des ressources non renouvelables et multiplie les pollutions.

A. La montée des prises de conscience

1. L'environnement menacé

Depuis le début des années 1970, les scientifiques ont tiré une série de sonnettes d'alarme: **risque de réchauffement de la Terre** du fait de **l'augmentation de l'effet de serre**, **risques de désertification** aux marges des déserts par suite d'**exploitations incontrôlées de sols fragiles**, **risques d'épuisement de ressources non renouvelables** (hydrocarbures, tout particulièrement).

2. Un problème planétaire

La nouveauté des raisonnements a tenu à **un changement d'échelle**, avec la prise de conscience que, désormais, le problème de la relation à l'environnement terrestre était sans frontière (exemple des effets en Europe de l'explosion d'un des réacteurs de Tchernobyl le 26 avril 1986), voire planétaire: dès 1971, **les travaux du Club de Rome** ont attiré l'attention sur la distorsion entre le caractère fini des ressources mondiales et l'intensité de prélèvements qui s'accroissaient d'année en année. Le **sommet mondial** de Stockholm (1972) a été **le premier acte international de mobilisation sur les questions de développement et d'environnement à l'échelle mondiale** avec, comme conséquence **le lancement du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).**

Chronologie d'une prise de conscience mondiale

Événement	Date	Contenu
Conférence des Nations Unies sur l'environnement, à Stockholm	1972	Première réunion de la communauté internationale sur l'environnement mondial et les impératifs du développement, afin de jeter les bases d'un «développement durable».
Sommet de Rio de Janeiro dit «sommet de la Terre»,	1992	La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, le Sommet de la Terre, s'est conclue par l'adoption d'« Action 21» et de la Déclaration de Rio, ainsi que par l'adoption de deux conventions juridiquement contraignantes: la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCC).
Protocole de Kyoto (Japon) signé par 180 pays	Déc 1997	Dans le Protocole, 38 pays industrialisés s'obligent à abaisser leurs émissions de gaz à effet de serre entre 2008 et 2012 à des niveaux inférieurs de 5,2% à ceux de 1990. Il est prévu que le Protocole n'entrera en vigueur que lorsque 55 pays, représentant 55% des émissions de CO ₂ , l'auront ratifié.
États-Unis	Mars 2001	Quelques semaines après sa prise de fonction, le Président George Bush, lié au lobby pétrolier du Texas, a indiqué que les États-Unis ne ratifieraient pas le Protocole, précisant qu'il le considérait comme «mort». L'administration Bush a depuis travaillé à l'édification d'une politique climatique pour constituer une alternative à Kyoto. Rendu public en février 2002, le «plan climat» de G. Bush a déclenché une réprobation quasi unanime au sein de la communauté internationale tant les mesures qu'il contient se révèlent être autant de cadeaux aux industries des énergies fossiles.
Moscou	Déc. 2003	La Russie annonce qu'elle ne ratifiera pas le Protocole de Kyoto.

B. La notion de «développement durable»

Notre Monde ne manque pas de denrées alimentaires ou de biens pour l'ensemble des hommes de la planète, **il manque surtout d'une répartition moins inégalitaire des ressources**. Par ailleurs, **la production humaine doit se préoccuper davantage des conditions de son impact sur l'écosystème terrestre**. Ce sont ces constats qui sont à l'origine du thème du **«développement durable»**: «*Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leur propre besoin*», affirmait en 1987, **le rapport Brundtland**.

C. Une difficile mise en pratique

1. Des mises en œuvre souvent modestes

Les politiques dites de «développement durable» sont devenues **incontournables**, au moins dans le discours. En revanche, leur mise en œuvre est généralement modeste. **Dans les pays développés**, une attention nouvelle est portée aux questions d'environnement, grâce aux **législations contraignantes** et aux **administrations qui veillent à leur application**. **Dans les pays en**

développement, la référence au «développement durable» est le plus souvent **incantatoire** et rarement suivie d'effet.

2. Le blocage des égoïsmes et des intérêts

Mais c'est à l'échelle mondiale que se présentent les difficultés pour l'instant les moins surmontables : **la prise de conscience d'une grande partie des opinions publiques** (surtout dans les pays riches) vient se heurter aux **égoïsmes nationaux** et aux **intérêts des grandes firmes**. La **non ratification du Protocole de Kyoto** (destiné à diminuer l'effet de serre) **par les deux États qui polluent le plus** (les États-Unis et la Russie) est une illustration de ces conflits d'intérêt, comme le peu de suite donné à la déclaration de Rio.

3. Une nouvelle catégorie d'acteurs

Le développement récent d'une nouvelle catégorie d'acteurs engagés au **service de la qualité de l'environnement** est une réponse à ces égoïsmes : des **associations locales de défense** jusqu'aux **ONG**, qui tissent leur réseau à l'échelle de la planète, viennent souvent perturber le jeu des acteurs dominants (États, grandes firmes industrielles).

III. LES AIRES DE CIVILISATION

Existe-t-il une autre clé de lecture du Monde ?

A. Qu'est-ce qu'une aire de civilisation?

1. Une civilisation / des civilisations

Le mot civilisation - un néologisme - est apparu en France, au XVIII^e siècle pour **distinguer un état supérieur de la société** : ce qui est «civilisé» était donc le contraire de ce qui était barbare. L'emploi du singulier signifiait aussi que seule était digne d'être une civilisation, **la société européenne** et, tout particulièrement, **la société française**. Une partie de la justification de la colonisation consista à «civiliser» - par la domination militaire, politique et économique - des peuples proches de «l'état de nature».

Aujourd'hui, le mot «civilisation» est employé au pluriel, ce qui signifie qu'il existe **d'autres civilisations** que la civilisation occidentale et, dès lors, qu'il n'y aurait **pas de hiérarchisation** entre les civilisations.

2. Une **aire de civilisation**

C'est une **entité géographique définie par un ensemble de caractères matériels, moraux, religieux, linguistiques, artistiques et sociaux communs à une société ou à un groupe de sociétés**. Un seul trait culturel est insuffisant pour définir une civilisation. L'aire de civilisation est le produit de l'histoire, dans la longue durée. Les **limites spatiales des civilisations** sont à la fois **floues et mouvantes**.

Les 5 langues les plus parlées dans le Monde

Langue	Nombre de locuteurs (millions)
mandarin (chinois)	885
anglais	450
espagnol	332
arabe	200
bengali	189

B. Des représentations changeantes des aires de civilisations

1. Une variété de critères

Les différentes cultures, langues et religions dessinent **de grandes aires de civilisation à l'échelle mondiale**. Pourtant, la

question reste entière de savoir **sur la base de quels critères définir ces aires de civilisation** : d'un auteur à l'autre, la géographie des civilisations change notablement.

2. Le choix des critères culturels ou techniques

Dans les années 1950, traits culturels et techniques étaient convoqués pour définir des civilisations. Ainsi parlait-on d'une **civilisation du riz** (en Asie du Sud-Est) ou bien de la **civilisation industrielle** (comme l'un des traits originaux de la civilisation occidentale). Le programme d'histoire de la classe de Terminales portait sur l'étude des civilisations, dont une partie du découpage était inspirée par le contexte de la Guerre froide.

3. Le renouveau du critère religieux

Dans les années 1990 et le **contexte d'un monde post-communiste**, on a assisté à un renouveau de la prise en compte des religions dans la définition des aires de civilisations, à l'instar de l'Américain **Samuel Huntington**, qui dénombre **neuf civilisations**, principalement fondées sur la **religion dominante**.

Au-delà de la diversité des critères et des découpages, on notera certaines constantes, comme l'identification d'un monde musulman.

C. Le poids inégal des grandes religions

Les religions sont très inégalement réparties :

Les 5 principales religions

Religion	Nombre de pratiquants (millions)
Musulmane	1148
Catholicisme romain	1043
Hindouisme	747
Protestantisme	361
Bouddhisme	353

1. Certaines sont localisées dans une seule région du Monde

Exemple : le bouddhisme ou l'hindouisme;

2. D'autres s'étendent sur plusieurs continents

C'est le cas des **religions monothéistes**, du judaïsme, avec de petits effectifs (environ 13 millions de personnes) au christianisme (1,9 milliard de personnes). En fait, le christianisme a donné naissance à trois églises très différemment organisées et concurrentes : le catholicisme (1 milliard), le protestantisme et l'église orthodoxe. L'islam, lui-même divisé entre Sunnites et Chutes (Iran), est la religion d'1,1 milliard d'habitants, principalement répartis dans une zone qui s'étend du Maghreb à l'Indonésie. Il s'agit actuellement de la religion qui bénéficie de la dynamique la plus forte, en Afrique noire comme en Europe, du fait de l'immigration.

IV. DYNAMIQUES CULTURELLES A L'ECHELLE MONDIALE

Y-a-t-il aujourd'hui choc ou dialogue, uniformisation ou différenciation des cultures ?

A. Stabilité et dynamique interne des aires de civilisation

1. Des structures résistantes aux péripéties politiques

Pour l'historien **Fernand Braudel**, les civilisations sont **des structures forgées sur la très longue durée** (des siècles, voire plus d'un millénaire), qui **résistent à toutes les péripéties politiques**. Cette vision du long terme ne doit pas empêcher de penser les **évolutions et adaptations** des civilisations, en particulier celles qui ont pu se produire face à la Révolution industrielle et à la modernité qui, depuis deux siècles, bouleversent le Monde.

2. Un agencement complexe d'éléments soumis à évolution

Ainsi, l'aire de la civilisation européenne qui s'est forgée pour partie sur le socle des valeurs judéo-chrétiennes, a été, dans le contexte de la Révolution industrielle, le lieu de l'invention de la prise de distance des sociétés vis-à-vis des religions. Si bien qu'aujourd'hui, l'**aire de civilisation européenne** se définit à la fois par la **référence à la chrétienté et à la laïcité**. Autrement dit, toute civilisation est un agencement complexe d'éléments soumis à évolution, d'origine interne ou externe.

B. Variété des contacts entre aires de civilisation

1. Entre aires de civilisation, des contacts sur tous les modes possibles

- l'invasion, la guerre, la colonisation, la domination des plus faibles par les plus forts ont été et demeurent l'une des manières les plus universelles de ces contacts ;
- les contacts pacifiques qui, généralement, émanent de groupes plus petits et d'une multiplicité d'initiatives individuelles, ne doivent pas être sous-estimés, qu'il s'agisse des migrations de populations à la recherche d'une vie meilleure ou des échanges marchands.

2. Des contacts aux effets profonds

Violents ou pacifiques, les contacts entre aires de civilisation ont eu des effets profonds car aucune aire, même la plus solidement constituée, n'est imperméable aux autres.

C. Actuellement, deux grands sujets de discussion

1. Contact ou choc des civilisations?

La thèse de l'Américain S. Huntington a réactualisé les enjeux d'une vision d'un Monde gouverné par l'**affrontement entre aires de civilisation concurrentes**, principalement **définies à partir du critère religieux**. L'attentat du 11 septembre 2001 à New York a donné du crédit à cette thèse, par ailleurs très contestée par tous ceux qui refusent le principe d'un Monde gouverné par l'affrontement de structures millénaires.

2. Que produit la mondialisation : uniformisation ou différenciation?

Il est banal de constater que la mondialisation s'accompagne de la **diffusion de traits communs** à beaucoup de lieux au départ différents: **paysages semblables des CBD**, **diffusion mondiale de biens de consommation** produits par des firmes transnationales, **succès de la world music**, etc. Cette **tendance à l'uniformisation** est d'autant plus dénoncée qu'elle correspond à une occidentalisation du Monde.

Mais à côté (et souvent en réponse) de cet indéniable mouvement, il existe aussi, partout dans le Monde, des **tendances nouvelles à la différenciation** : cultiver sa différence, sa spécificité, retrouver une culture locale ou régionale (une langue, une architecture, etc.) sont ainsi des attitudes de plus en plus universelles.

3. Un double mouvement contradictoire

Notre Monde produit à la fois ce double mouvement contradictoire d'uniformisation et de différenciation dont les éléments se renforcent mutuellement.

Les États et l'Internet (2000).	
Les États qui interdisent l'accès à Internet Corée du Nord, Irak, Libye	
Les États qui restreignent l'accès à Internet Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Biélorussie, Birmanie, Chine, Cuba, Iran, Kazakhstan, Ouzbékistan, Syrie, Soudan, Tadukistan, Turkménistan, Tunisie, Viêt Nam	

V. LES NOUVELLES SOLIDARITES REGIONALES

Quelle "gouvernance" du monde ?

A. Des États de plus en plus contestés

1. Une contestation extérieure:

Les stratégies des firmes transnationales comme des mafias, les flux de capitaux ou d'information ignorent de plus en plus les frontières.

2. Une contestation intérieure:

Dans beaucoup d'États, des mouvements régionalistes ou nationalistes menacent l'intégrité territoriale de nombreux États: Basques et Catalans en Espagne, Corses en France, conflit entre Flamands et Wallons en Belgique, sécession tchétchène en Russie, mouvements armés dissidents dans de très nombreux pays en développement (Chiapas au Mexique, Timor en Indonésie, etc.). **L'évolution de la nature des conflits témoigne de cette tendance profonde** : avant 1945, la plupart des conflits étaient entre États ; depuis 50 ans, les conflits sont principalement intra-étatiques.

3. Le développement d'organisations affaiblissant les États

À un autre niveau, la tendance des populations à s'organiser en communautés qui sont tentées de se doter de leurs propres règles de vie, contribue à **affaiblir nombre d'États de l'intérieur**. Dans un nombre croissant de pays, l'État n'est plus la source unique de l'identité des citoyens, **des identités régionales ou communautaires** pouvant prendre le dessus.

Au total, l'État-nation, traditionnel détenteur du monopole de la violence légitime, subit la **concurrence de nouveaux acteurs** «subétatiques» ou «supranationaux».

B. Des organisations régionales

1. Les États disposent de deux catégories de stratégies de défense

D'une part, en se réformant de l'intérieur pour s'adapter aux situations contemporaines (ainsi, la France qui se décentralise) ; d'autre part, au moment où les frontières douanières s'abaissent dans le Monde, des efforts sont entrepris pour **renforcer les échanges fondés sur la proximité**. Ils se traduisent par la **constitution de nombreuses organisations commerciales régionales** : UE, ASEAN, ALENA, MERCOSUR...

Les associations économiques régionales.

Organisation	Année de création	Nb. de pays	Contenu / objectif
UE	1957	25	Libre circulation des produits

			et des hommes; politiques communes
ALENA	1994	3	Abaissement des tarifs douaniers; objectif: libre circulation des produits, biens et services
MERCOSUR	1991	4	Abaissement des tarifs douaniers; objectif: libre circulation des produits
ASEAN	1993	9	Harmonisation des politiques commerciales
APEC	1989	21	Abaisser les tarifs douaniers; objectif: libre circulation des produits
AFTA	1990	34	Harmonisation des politiques commerciales objectif: libre circulation des produits

2. Les principaux centres d'impulsion de l'économie mondiale

Les plus actives de ces «régionalisations» sont celles qui se sont constituées **autour des centres d'impulsion de l'économie mondiale** et entre lesquelles se réalise désormais **l'essentiel du commerce mondial**. L'Union européenne est l'association qui **pousse le plus loin les mécanismes d'intégration** : de plus en plus de décisions sont prises au niveau communautaire, échappant à la décision de chaque Etat.

C. Des organisations à l'échelle mondiale

1. L'Organisation des Nations Unies

Elle est née en 1945 de la **volonté de défendre la paix, les droits des États et ceux de l'Homme**. Le système onusien est une nébuleuse qui comprend **plusieurs organisations**. Au total, il emploie 50 000 personnes dans le Monde, dont 9 000 à son siège de New York.

Les membres de l'ONU depuis 1945

Années	Etats membres de l'ONU	Etats membres du Conseil de sécurité
1945	50	11
1965	119	15
1985	158	15
1995	177	15
2002	192	15

2. Le FMI

Le Fonds monétaire international est une institution spécialisée de l'ONU destinée à favoriser la **mise en place d'une économie mondiale solide en prévenant les crises systémiques** au moyen de **politiques économiques adaptées**. Comme son nom l'indique, il peut prêter de l'argent aux États membres en difficultés (sous réserve de l'adoption de certaines politiques économiques). Si, en théorie, l'institution est gouvernée par les 183 États membres, dans la pratique ce sont les États les plus riches, États-Unis en tête, qui pèsent le plus sur sa politique, qui est d'inspiration libérale.

Les organisations multilatérales

Institution	Règles de vote	Moyens juridiques	Moyens financiers
OMC	1 État = 1 voix, majorité pour l'application des traités, en pratique	Importants : arbitrage des règlements, des différends (ORD)	Faibles

	consensus		
FMI	Majorité, en pratique consensus	Faibles: définition de standards statistiques	Très importants
Banque mondiale	Majorité, en pratique consensus	Inexistants	Très importants
OMS	1 État = 1 voix	Importants (normes sanitaires)	Limités
OIT	1 État = 1 voix. Au conseil d'administration, les grands pays ont un siège permanent	Faibles	Faibles
PNUE	Système onusien	Faibles	Faibles